

LE
GRAND
DÉBAT

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE C'EST NOUS

Contribution de socialistes nantais

Parti socialiste – sections nantaises

Date d'envoi 28/03/17

À QUELLE QUESTION DU GRAND DÉBAT SE RAPPORTE VOTRE CAHIER D'ACTEURS ?

- Question 1** – Quels modes de vie ? **Question 3** – Quels accès à l'énergie ?
 Question 2 – Quels paysages ? **Question 4** – Quelles innovations ?

PS



LES AUTEURS ET CONTRIBUTEURS (Champ obligatoire)

Christian	ANDRE
Thierry	AUDEON
Houmrani	AZEDDINE
Christiane	BAUNE
Amelle	BELMIHOUB
Christine	BIZET
Jean-Luc	BONMORT
Virginie	BOURGIN
Georges	DUMOUT
Anne	DURAND
Nicole	LEAUTE
Gérard	LUCAS
Germain	MUKWANGA
Ludwig	NEDELEC
Delphine	RABU
Maryline	TRIDANT
Emmanuelle	VALLEE

VOTRE CONTRIBUTION EN TEXTE OU EN IMAGES

Le contexte

Dans le cadre du grand débat organisé par Nantes métropole sur la transition énergétique, une vingtaine de militants socialistes nantais, s'est réunie le samedi 4 mars 2017 au matin – en compagnie de deux élus municipaux – pour échanger sur le sujet, partager leurs constats et établir un certain nombre de propositions. Pour ce faire, ils se sont répartis en 2 tables : l'une tournant autour des questions 1 et 4 et l'autre autour des questions 2 et 3.

Le présent cahier d'acteurs fait suite à cette démarche.

Constats

Les discussions à bâtons rompus sur chacune des tables ont permis l'émergence d'un certain nombre de constats, partagés, sur différents sujets.

Consommation et production d'énergie :

- Le premier constat est celui d'un manque de visibilité, par les propriétaires, concernant les organismes pouvant établir un diagnostic énergétique du logement. L'accès à l'information et aux démarches d'aides reste difficile. Cette question est pourtant cruciale car la sensibilisation, l'accès à l'information et l'établissement d'un diagnostic constituent le plus souvent la première étape avant d'agir et de procéder à la rénovation du logement et à la réalisation de travaux (d'isolation par exemple). Cruciale également car l'énergie la moins polluante est d'abord celle que l'on ne consomme pas. Ce champ d'actions est donc jugé comme prioritaire.

- Il est également constaté un manque d'information et de visibilité des actions menées par les entreprises en matière de réduction de la consommation d'énergie.

- Malgré des mesures gouvernementales prises il y a quelques années et des campagnes régulières de sensibilisation, trop de lumières restent éclairées la nuit, au domicile comme dans l'espace public ou dans les vitrines commerçantes.

- Sur le volet de la production d'énergies « propres » la question du coût, élevé, des installations d'énergies renouvelables est soulignée. Il peut souvent être un frein et démotiver.

Transports et déplacements :

Il est parfois difficile de se déplacer sur le territoire de la Métropole sur des trajets longs : durée des trajets, changements de modes transports, surcharge des transports en commun à certaines heures ou manque de régularité... les transports en commun peuvent souffrir d'un manque de « compétitivité » et « d'efficacité » par rapport à la voiture individuelle, jugée plus pratique et plus facile, au delà des enjeux environnementaux.

Le prix des voitures en autopartage (« Marguerite ») semble élevé et peu adapté à un usage régulier.

Alimentation :

Un manque de « circuits courts » installés au cœur de la Métropole est ressenti : la demande est forte sur le territoire métropolitain (plus que dans d'autres parties du département ?) et les producteurs locaux peuvent avoir du mal à répondre à la demande. Le passage à une alimentation de qualité, produite localement et de manière responsable, est pourtant identifié comme un enjeu majeur et sur lequel chaque citoyen a prise.

Déchets :

De la même manière, la prise de conscience existe en matière de production, de tri et de retraitement des déchets. Nous savons que nous sommes tous responsables, au quotidien.

Mais, concrètement, des difficultés persistent : la distribution des sacs n'est pas toujours évidente (horaires et lieux de distribution pas forcément adaptés) et les informations pratiques liées au tri sélectif et aux différentes sortes de déchets, pas toujours connues.

En définitive, malgré des évolutions positives ces dernières années et une prise de conscience progressive de l'importance du développement durable et de la prise en compte des enjeux environnementaux, il reste des blocages quotidiens à lever. Encourager, expliquer, faciliter, rendre concret... nous semble nécessaire ! C'est le sens des propositions qui suivent.

Propositions

Consommation et production d'énergies :

- Réfléchir à la mise en place d'un « bouclier énergétique universel » - en partenariat entre l'État et les collectivités - garantissant un moindre coût pour un socle minimal de consommation d'énergie (issue de la production d'énergies renouvelables).

- Accompagner le développement d'un véritable service public facilitant la réalisation de diagnostics énergétiques pour les propriétaires et informant sur les possibilités d'achat groupé d'énergie.

- Utiliser plus fortement le levier fiscal, via la taxe foncière notamment, pour inciter les propriétaires à la réalisation de travaux de rénovation thermique visant à diminuer la consommation énergétique, pour eux mêmes ou pour leurs locataires.

Mais aussi pour faciliter l'installation de modes de production d'énergies renouvelables (énergie solaire notamment) chez les particuliers, soit de manière individuelle soit de manière collective au sein d'un quartier ou d'une copropriété.

- Réaliser des campagnes d'informations (pratiques) et de valorisation des « bonnes pratiques » à destination des Nantais-e-s, petits et grands (sur Télénantes, dans la presse locale, via les outils de communication de la Ville et de la Métropole en particulier « Nantes Dans Ma Poche », dans les écoles, dans les transports en commun, etc.). Un cycle pédagogique pourrait, à ce sujet, être mis en œuvre dans les écoles nantaises sur les temps scolaires ou périscolaires.

- Travailler à l'installation d'éoliennes, de petit gabarit, et à fonctionnement vertical dans les lieux de courant d'air, sur l'espace public, afin d'alimenter en énergie les lampadaires par exemple.

- Favoriser l'installation, par les entreprises, sur leurs bâtiments, de modes de production d'énergies renouvelables : panneaux solaires sur la toiture des bureaux (comme pour le futur M.I.N. par exemple), récupérateurs d'eau de pluie ou réutilisation de la chaleur produite par le matériel informatique (serveurs notamment)...

Transports et déplacements :

- Renforcer le maillage du réseau de transport collectif et sa complémentarité (de manière géographique et en terme d'horaires notamment) avec les « bicloos » et voitures en partage pour réduire les temps de trajets et le nombre de changements de modes de transport.

Alimentation :

- Continuer à développer les « circuits courts » et encourager leur développement sur le territoire de la Métropole en encourageant l'agriculture urbaine et l'installation d'exploitations et en favorisant l'achat, par la collectivité (dans sa restauration collective), de produits et de denrées qui en sont issus en veillant à ne pas augmenter pour autant les tarifs de la cantine pour les moins favorisés.

- En territoire très urbain, et très dense, une réflexion pourrait être menée sur le développement – à titre expérimental dans un premier temps - de plantations et de productions agricoles sur les toits de certains immeubles.

Déchets :

- Renforcer la sensibilisation, et l'information pratique, des habitants aux gestes de tri du quotidien.

- Augmenter le nombre de points fixes pour récupérer les sacs jaunes et bleus (parkings des hypermarchés, magasins du centre-ville, stations services, cafés...) et le nombre de tranches horaires.

- Développer la cogénération biomasse et la méthanisation, en particulier en créant, sur le territoire métropolitain, une usine de méthanisation des déchets végétaux.